

L'EUROPE ...des défis gagnés, des défis à relever !

Cyrille SCHOTT

Belfort, jeudi 11 avril 2024 de 14 h 30 à 17 heures
 Amphithéâtre de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Territoire de Belfort
 1, Rue du Docteur Fréry
Saverne, lycée du Haut-Barr, jeudi 18 avril 2024

I. Le miracle de la paix ; le défi de la guerre

A. Le miracle de la paix

-Basculement au lendemain de la dernière guerre. A l'Ouest, le « **miracle de la paix** », dû à des hommes, qui au lieu de punir l'Allemagne, veulent que s'arrêtent tueries : Schuman, Monnet, de Gasperi, Spaak, Adenauer. Démocrates-chrétiens surtout.

Déclaration du 9 mai 1950 du salon de l'horloge de Robert Schuman, inspirée par Jean Monnet. **9 mai, journée de l'Europe**. Même année, **plan Pleven** d'une « armée européenne » présenté le 24 octobre à l'AN.

Placer sous une autorité commune, la **Communauté européenne du charbon et de l'acier**, les industries de guerre. L'aventure européenne lancée, va conduire jusqu'à notre Union européenne.

-La première fois dans l'histoire qu'un tel ensemble est constitué pacifiquement, dans la liberté et avec l'**assentiment des peuples**. Ce qui en soi est un miracle de la paix, car **vieilles nations**, profondément enracinées dans l'histoire et **qui se sont tant combattues**.

-Les citoyens de l'UE vivent en paix... même si certains l'oublient

-Le miracle de la paix opère en Irlande, où l'appartenance à l'Union européenne des deux parties de l'île a permis l'accord de paix et l'effacement de la frontière. Menacé par le Brexit, mais solution trouvée : Irlande du Nord demeure dans le marché unique, des contrôles étant établis en mer d'Irlande pour les échanges entre la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord.

Miracle opère aussi dans les Balkans, où la perspective d'une entrée, même lointaine, dans l'Union contient les passions nationales. Accord Macédoine avec la Grèce au sujet de son nom. Si l'Union disparaissait et avec elle cette perspective, les conflits ethniques non soldés réapparaîtraient avec force.

B. Le défi de la guerre

1. La pulsion nationaliste demeure, la guerre a resurgi en Europe

-Pulsion nationaliste pas morte en Europe. Vigoureuse dans l'Est et le Sud-Est du continent.

Après seconde guerre mondiale, **l'empire soviétique**. Lorsque celui-ci s'est effondré, le **couvercle posé sur les passions nationales par l'empire a été soulevé** et contrairement à l'Ouest du continent, où ces passions ont largement pu s'exténuer dans deux conflits sanglants,

elles sont restées vives dans cette partie de l'Europe, où les empires, sauf dans la brève période de l'entre-deux guerres, n'ont cessé, en les brimant, de les contenir.

-Guerre resurgit dans décennie 1990. Si division pacifique de la Tchécoslovaquie, désintégration violente de l'ex-Yougoslavie. **Guerres de sortie de l'empire russe**, liées au nationalisme dans le Caucase, commencent au début de la décennie : en Géorgie 1991-1993, entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan 1992-1994 ; Guerre aussi en Moldavie, 1992. **Dans l'empire**, guerres de Tchétchénie, 1994-96 ; 1999-2000. **Guerres cependant cantonnées.**

2. En Ukraine, la guerre d'agression d'un Etat souverain contre un Etat souverain

-Guerre a pris une nouvelle dimension, le 22 février 2022. La **Russie**, dans sa volonté de restauration impériale et d'empêcher que l'Union européenne et l'Alliance atlantique continuent d'avancer, a entretenu sur ses flancs des **conflits larvés**. **Puis, phase plus agressive : 2008**, conflit avec la **Géorgie**, où elle a soutenu deux régions séparatistes ; **2014**, annexion de la **Crimée**, soutien actif aux séparatistes du **Donbass**.

-22 février 2022 : Guerre de la Russie contre l'Ukraine. Guerre d'agression, guerre totale d'un Etat souverain contre un autre Etat souverain. Viol charte ONU (art 2 - Les Membres de l'Organisation s'abstiennent, dans leurs relations internationales, de recourir à la menace ou à l'emploi de la force, soit contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique de tout État...) ; **viol Mémoire de Budapest en 1994** : contre renoncement de l'Ukraine à l'arme nucléaire et adhésion à Traité non-prolifération, Russie, avec EU, GB, s'engagent à respecter souveraineté, indépendance et frontières Ukraine. France et Chine rejoignent ce mémorandum.

-Russie considère Ukraine, comme Biélorussie, faisant partie du « monde russe ». Refuse aussi évolution vers société moderne, démocratique, ouverte aux valeurs d'Occident. Après avoir, à l'occasion de la contestation du dictateur biélorusse Alexandre Loukachenko, mis sous tutelle la **Biélorussie**, il attaque frontalement l'Ukraine

-En face, une nation, constituée depuis l'indépendance en 1991, qui se défend de toutes ses forces. 44 M hab., plus étendue que France ; 144 M hab. Russie. Une guerre haute intensité, qui dure. A la durée et au résultat incertains.

3. Le défi pour l'Europe – faire face à la guerre

a. Un défi en partie relevé

-Menace à ses frontières – Si Ukraine vaincue, pays baltes, Pologne, Roumanie susceptibles d'être agressées, membres de l'UE et de l'OTAN. **Où s'arrêtera Poutine ?**

-Menace pour ses valeurs. Liberté des peuples. Démocratie. Droits de l'Homme.

-Le soutien à l'Ukraine, pour repousser l'invasion russe : L'Europe a réagi, dans cadre OTAN, avec EU. Elargissement OTAN. Renforcement flanc oriental.

Renforcement volet défense de l'UE. Adhésion Danemark. Consensus.

Aides à l'Ukraine : armes, formation soldats, aide financière ; sanctions contre la Russie (13 trains); accueil des réfugiés ; facilités commerciales.

Rupture d'un tabou : livraisons d'armes. Facilité européenne pour la paix 5,6 Mds € mobilisés en 22-23, plafond de 12 mds € pour la facilité sur période 21-27, porté à 17 M€. Acquisition conjointe et livraison à l'Ukraine de munitions (ASAP) et de missiles.

Près de 140 mds € d'aide à l'Ukraine par UE et Etats membres, dont **28 Mds de soutien militaire**. 50 Mds € décidés pour la période 2024-2027. **40 000 soldats ukrainiens formés**.

Difficultés : livraisons munitions ; débats sur livraisons d'armes, retardateurs. Débats entre Européens et internes aux pays.

b. Un défi double demeure pour l'Europe : soutenir efficacement l'Ukraine et arrêter Poutine ; savoir se défendre seule.

+Soutenir efficacement l'Ukraine : lui fournir munitions et armes dont elle a besoin ; surmonter divisions ; engagement soldats ? Comparaison avec Israël.

+ Savoir se défendre seule – la défense européenne

-Echec défense européenne dans années 50. Communauté européenne de défense en 1950 avait échoué en 1954, les esprits n'étant pas mûrs alors. **Union de l'Europe occidentale**, créée par le Traité de Bruxelles en 1948 (et dissoute en 2011), pour l'essentiel une coquille vide, les Européens comptant sur l'OTAN pour leur défense.

-Europe s'en remet à l'OTAN et aux EU.

-On recommence à parler de défense européenne, au début du 21^{ème} siècle. À la suite de l'impulsion donnée par le **sommet franco-britannique de Saint-Malo en 1998, politique européenne de sécurité et de défense (PESD)**, décidée en 1999 par le Conseil européen et officialisée par le traité de Nice de 2001. **Politique de sécurité et de défense commune (PSDC), en 2009, par Traité de Lisbonne.**

-Art 42 du Traité sur l'Union européenne (TUE), tel que modifié par le traité de Lisbonne, dit que « **La politique de sécurité et de défense commune... assure à l'Union une capacité opérationnelle** s'appuyant sur des moyens civils et militaires. L'Union peut y avoir recours dans des missions **en dehors de l'Union** afin d'assurer **le maintien de la paix, la prévention des conflits et le renforcement de la sécurité internationale conformément aux principes de la charte des Nations unies**. L'exécution de ces tâches repose sur les capacités fournies par les États membres. »

-Depuis 2003, 40 missions, militaires, civiles ou civilo-militaires, sur trois continents, près de 80 000 hommes. En 2023, 21 missions, dont neuf militaires (deux navales), en cours, engageant 4000 militaires et civils, **en Afrique, dans les Balkans occidentaux, au Moyen orient, dans la corne de l'Afrique**. Certains succès : ainsi, l'opération **EUFOR Concordia**, déployée en 2003, en Macédoine ; **ARTEMIS**, déployée en 2003 en République démocratique du Congo, en Ituri, région déchirée par des affrontements meurtriers, a permis de ramener le calme et aux populations de regagner en nombre leurs foyers ; **missions de sécurisation maritime (400 navires de guerre autant qu'EU)** : opération navale **ATALANTA**, conduite par une force navale européenne au large de la Somalie pour lutter contre la piraterie ; **opération ASPIDES** contre houthis. L'UE a déployé des **missions de formation des armées locales**, au Mali, en Centrafrique, en Somalie, au Mozambique. Et en Ukraine. Mais « bas de spectre. »

-Après Brexit, défense apparait dans budget UE : en 2017, le *fonds européen de défense*, la *facilité européenne pour la paix* ; aussi, la *coopération structurée permanente* ; *examen annuel*

coordonné en matière de défense (CARD), au sein de son état-major, la capacité militaire de planification et de conduite, pouvant préfigurer un état-major opérationnel.

Coopération structurée permanente : de 17 à 72 projets, de 2018 à 2023 (mais certains ne se concrétisent pas ; France participe à une trentaine ; Formation, opérations terrestres, opérations maritimes, opérations aériennes, cyberdéfense, systèmes de commandement, soutien, espace ; **mobilité militaire**, cyberdéfense, rénovation Tigre (Fr), véhicule blindé, corvette de patrouille (It), Eurodrone MALE, future avion tactique de taille moyenne, torpille anti-torpille, infrastructures et réseaux de communication, commandement européen médical,...

-Depuis guerre en Ukraine, en 2022 Boussole stratégique, financement de livraisons d'armes à l'Ukraine, l'instrument visant à renforcer l'industrie européenne de la défense au moyen d'acquisitions conjointes (l'EDIRPA), la stratégie en matière de cyberdéfense, système de satellites propre IRIS ; en 2023 la production commune de munitions, pour aider l'Ukraine (ASAP).

Défi d'une nouvelle assurance vie dans cadre OTAN

-Débat autonomie stratégique, souveraineté européenne contre OTAN, assurance vie. A dépasser. Déclarations Trump.

-Art 42 Traité sur l'UE : « La politique de sécurité et de défense commune inclut **la définition progressive d'une politique de défense commune de l'Union**. Elle conduira à une défense commune, dès lors que le Conseil européen, statuant à l'unanimité, en aura décidé ainsi. »

-Nouveau concept stratégique OTAN adopté à Madrid en **2022** : « **l'OTAN reconnaît l'intérêt d'une défense européenne** plus forte et plus performante, qui contribue réellement à la sécurité transatlantique et mondiale, complète l'action de l'Otan et soit interopérable avec celle-ci ». 23 Etats membres UE dans OTAN (pas Autriche, Irlande, Malte, Chypre)

-En 2024, dépenses militaires Russie équivalent de **106 milliards** d'euros, pays européens de l'OTAN, selon secrétaire général, plus de 350 milliards d'euros ; **290 Mds € en 2023 pour pays de l'UE, contre 214 en 2021**. Budgets de l'Allemagne et de la France additionnés près de 133 Mds €.

-l'UE doit organiser d'urgence, à partir des armées nationales, une capacité conventionnelle à même de répondre à une agression. Elle doit ensuite **développer puissamment sa base industrielle et technologique de défense**. Enfin, elle peut envisager le sujet **du bouclier nucléaire**.

-Créer un véritable état-major opérationnel, apte à planifier des scénarios de crise et à coordonner de significatifs déploiements de troupes en mesure d'affronter une vraie guerre, cela en confiance avec l'Otan. Boussole stratégique prévoit déploiement d'une force de 5000 h. Pas suffisant. **L'Eurowarrior**, installé à Strasbourg, peut commander, pour l'UE ou l'Otan, jusqu'à 60 000 hommes. En 2018, **initiative européenne d'intervention**, qui regroupe 13 pays, dont le Royaume uni, pour développer une culture stratégique et une capacité d'engagement militaire communes. Par ailleurs, les **coopérations entre pays voisins** sont à mettre en cohérence.

-Renforcer sa base industrielle et technologique de défense, divers instruments créés depuis 2017 ; **l'Agence européenne de défense** et peut s'appuyer sur **l'OCCAR**, l'organisation conjointe de coopération en matière d'armement. La Commission a présenté la **stratégie pour l'industrie de défense européenne (EDIS)** et le **Programme européen d'investissements dans la défense (l'EDIP)** ; 1,5 Mds € 2025-2027. Thierry Breton propose un **fonds de 100 milliards d'euros**, pour stimuler l'industrie de défense, et l'Estonie propose un **emprunt européen** pour l'aide à l'Ukraine et le réarmement. Proposition d'un poste de **commissaire européen en charge de la défense** va dans la même direction.

AED : réalise CARD, dirige des projets FED : radar de technologie avancée, programme d'entraînement d'hélicoptères ; achats de munitions de 155 mm.

-Question délicate du nucléaire. En janvier, Emmanuel Macron, en rappel de son **discours du 7 février 2020 à l'École militaire, à Paris**, a souligné, en Suède, que la **France était un « Etat doté d'armes nucléaires dont les intérêts vitaux ont une dimension européenne »**, et a réitéré sa proposition d'un dialogue stratégique avec ses partenaires sur le rôle de la dissuasion nucléaire française, la seule de l'Union européenne. *Die Zeit* 15 fév. 24 « *L'Europe a-t-elle besoin de la bombe ?* » Pistes comme **participation à des exercices nucléaires français** réflexion sur **stationnement temporaire en Allemagne** d'avions Rafale porteurs de bombes atomiques.

-Défi : capacité des Européens de se coordonner et de bâtir, dans l'OTAN, l'organisation donnant un caractère opérationnel à l'article 42-7 du traité sur l'Union européenne : « *Au cas où un Etat membre serait l'objet d'une agression armée sur son territoire, les autres Etats membres lui doivent aide et assistance par tous les moyens en leur pouvoir (...).* »

II. L'unité de l'Europe démocratique ; les défis du souverainisme, de l'illibéralisme et de l'élargissement

A. Le chemin vers l'unité dans la démocratie

-CECA 1951 ; CEE née du traité de Rome 1954, avec Euratom ; CE ; **Union européenne née du Traité de Maastricht 2002, consolidée par traité de Lisbonne en 2009.**

-Chemin vers l'unité et la démocratie, à travers sept élargissements : d'abord, dans la première moitié des années mille neuf cent soixante-dix, vers **l'Ouest des îles britanniques et le Danemark (trois en 1973)**, puis dans les années quatre-vingt vers **le Sud libéré des dictatures de droite, en Grèce (1981), en Espagne et au Portugal (1986)**, ensuite au mitan des années quatre-vingts dix, vers **le Nord et l'Autriche (trois en 1995)**, enfin, au XXI^e siècle, après la chute de l'empire soviétique vers **treize Etats, dont dix libérés des dictatures communistes et deux îles méditerranéennes (10 en 2004, deux en 2007, un en 2023)**. **De six, les pays de l'aventure européenne sont devenus vingt-huit, puis vingt-sept après le Brexit, pour regrouper près de 450 millions d'habitants dans l'espace démocratique de l'Etat de droit.**

-Création d'une **citoyenneté européenne**, par le traité de Maastricht, **qui entraîne des droits. Liberté de circuler, séjourner, travailler et étudier** dans un autre Etat membre que le sien, sans autre justificatif qu'une pièce d'identité valide pour les séjours de moins de 3 mois ; **droit de voter aux élections municipales et aux européennes**, dans l'Etat membre où ils résident, et d'y être élus en tant que député européens ou au sein des conseils municipaux ; **possibilité de devenir fonctionnaire dans un autre État membre**, tant que l'emploi ne met pas en jeu la souveraineté de ce pays ; **à l'étranger protection consulaire**, dans les mêmes conditions que pour les ressortissants de cet Etat, si son Etat n'a pas de représentation diplomatique ; pour contester une décision au niveau européen ou faire valoir ses droits conférés par la citoyenneté, **possibilité de saisir le médiateur européen, le Tribunal de l'UE et la Cour de justice de l'UE** ; **droit d'accès aux documents** du Parlement européen, du Conseil de l'Union européenne et de la Commission européenne ; **droits fondamentaux** (civils, politiques, économiques et sociaux) inscrits dans la **Charte européenne des droits fondamentaux**.

-Possibilité de recours à la **Cour européenne des droits de l'Homme à Strasbourg** ; **Convention européenne des droits de l'homme (CEDH)**, signée par les États membres du Conseil de l'Europe le 4 novembre 1950 et entrée en vigueur le 3 septembre 1953.

-**Marché unique avec ses libertés** : libre circulation des personnes, des biens, des services et des capitaux.

-**Espace Schengen** (traité 1985, application 1995) : **libre circulation des personnes sans contrôles aux frontières** entre Etats membres ; 27 Etats, dont 23 UE ; **le Rhin n'est plus une frontière** ; réactions à la fermeture Covid.

-**Œuvrer à la cohésion de l'espace européen : les fonds de cohésion**, le **FEDER** (224 Mds €) ; le **FSE+** (95 Mds €), le **Fonds de cohésion** (39 Mds €-États membres dont RNB/hab. inférieur à 90 % de la moyenne de l'UE dans période 2015-2017 ; Bulgarie, Chypre, la Croatie, l'Estonie, la Grèce, la Hongrie, la Lettonie, la Lituanie, Malte, la Pologne, le Portugal, la Roumanie, la Slovaquie, la Slovénie et la Tchéquie) ; **FTJ (Fonds pour une transition juste** – 18,4 Mds € -gérer les conséquences sociales et économiques de la transition écologique) ; **FEAMPA (Fonds européen pour les affaires maritimes, la pêche et l'aquaculture)**

Deuxième budget de l'UE, après la PAC, un tiers du budget, 378 Mds € sur 2021-2027 (avec REACT-EU, 47,5 Mds €, part du fonds de relance NextGeneration EU). **Entre 2014 et 2022, 27 000 opérations, présentées par plus de 9000 porteurs, financées. 18 Mds € pour la France entre 2021 et 2027.**

Tous les trois ans, la Commission publie un **rapport sur la cohésion** économique, sociale et territoriale dans l'Union ; il montre que **les inégalités ont diminué. PIB/hab. en Europe centrale et orientale a cru de près 52 % de la Moyenne UE en 2004 à près de 80 % en 2021.**

Fonds Interreg, coopération transfrontalière. Financement ligne de bus Lörrach-EuroAirport (Mars 2024) ; Réseau Infobest Lauterbourg, Kehl, Vogelgrun, Village-neuf.

Démocratie, libertés, droits de la citoyenneté, cohésion : des défis que l'UE s'est efforcée de relever

B. Le défi de la consolidation de l'Union face aux dangers des divisions et aux perspectives de l'élargissement

-UE toujours en route. Union pas achevée.

-Défis à l'unité au sein de l'UE. Différences Nord-Sud, Est-Ouest. **Vision des finances publiques** (Europe frugale, Europe dépensière). **Perception des menaces** (RE : boussole stratégique) ; **volonté d'une défense européenne, OTAN. Vision de la société.**

-Différences de richesses à réduire encore : SPA/hab. (standard de pouvoir d'achat) Bulgarie moitié de l'Allemagne. En 2022, **moyenne UE : 35 200, zone euro 36 800 ;** Danemark 48 000 €, **Allemagne 41 100,** France 11^{ème} 35700 ; Grecs 23 900, Slovaques 23600 ; **Bulgares 20 700.**

-Encore qu'une certaine diversité puisse faire progresser l'Europe, aller au bout de l'unité : plusieurs Europes coexistent : PSDC 27 avec Danemark en 2023 ; Schengen 23, 25 à venir ; Euro 20 Etats sur 27 ; 22 à venir. Le traité d'Amsterdam introduit en 1997 le **concept de coopération renforcée** ; celui de **Lisbonne** crée en 2007 la **coopération structurée permanente** (CSP) dans le champ de la défense, qui voit le jour en 2017 (26 Etats participants ; sauf Malte).

-L'illibéralisme installe un système qui **remet en cause la séparation des pouvoirs et s'appuie sur un homme fort**, se définissant comme la parole et la volonté d'un peuple saisi par la crainte obsidionale, la peur de l'autre. Il **interpelle le modèle démocratique**, fondement de l'Union. Une menace existentielle pour l'Union. **De leur fait, une division** s'est insinuée. Hongrie, Slovaquie ; jusqu'il y a peu, Pologne.

-Le souverainisme, qui va souvent avec l'illibéralisme. Dans certains pays de l'ancien empire soviétique. **Mais aussi à l'Ouest** : montée des extrêmes droites, RN, AfD, Ligue et Fratelli d'Italia... **Europe des nations, Europe des égoïsmes nationaux.**

-les nouveaux élargissements : les Balkans occidentaux, six Etats. L'Ukraine s'est vue reconnaître, avec la **Moldavie**, le statut de candidat. Le rapport avec la **Turquie. Deux visions : la vision géopolitique ; la vision de l'approfondissement** de l'Union avant l'élargissement pour éviter affaiblissement et la véritable **instauration de l'Etat de droit** dans ces pays.

III. Un espace de prospérité et de sécurité, soucieux de l'environnement ; les défis de la transition climatique et de l'adhésion des citoyens.

A. Un espace de prospérité et de sécurité, soucieux de l'environnement

1. L'Europe, un espace de prospérité et d'échanges, protecteur du consommateur – L'Europe qui protège

-Espace de prospérité que l'on rêve de rejoindre du monde entier.

+Le consommateur – Europe qui protège

-Monnaie commune depuis 2002, utilisée par 75 % de citoyens de l'Union. Facilité énorme pour qui se déplace. Pas de change et de pertes. **Retrait d'argent aux DAB sans frais** dans la zone euro. **Achats sans difficulté dans les magasins des deux côtés du Rhin.**

-**Monnaie forte**, reconnue partout dans le monde. **Pas de dévaluations régulières**, comme avec Franc. 1 DM = 1,20 FF en 1960 et 3,35 FF en 1998, après six dévaluations depuis 1960 et flottement du FF.

-**Maîtrise des prix**. Après crise Ukraine, **en 2022, 5,2 %** en France, **en 1980, 14 %**. **Jeu de la concurrence** dans un marché de 450 M. de consommateurs. **Comparaison des prix**, grâce à monnaie unique.

-**Des banques solides et la protection des dépôts des citoyens**. **Union bancaire créée en 2014**, après crise financière de 2008. Mécanisme de surveillance unique par BCE ; mécanisme de résolution unique pour faire face aux défaillances de banques.

-**Protection et information des consommateurs**. **Normes de sécurité alimentaire des aliments**, parmi les plus strictes au monde. **Contrôles** obligatoires tout au long de la chaîne alimentaire.

Exigences de sécurité pour un large éventail de produits, comme jouets et appareils électroniques.

Les labels européens pour l'étiquetage des denrées alimentaires, des boissons, des produits cosmétiques et des appareils électroniques.

Quand achat, protection du consommateur par toutes sortes de lois, comme **garantie d'au moins deux ans** pour tout produit acheté dans l'UE.

Fixation de **droits des consommateurs pour les achats en ligne**. **Retour possible** dans un délai de 14 jours. Frais et coûts cachés en ligne interdits.

+ **l'utilisateur de la télématique - Europe qui protège**

-**Utiliser son téléphone ou smartphone sans frais supplémentaire dans l'UE**. Téléphoner. Recevoir des messages. Regarder en streaming, comme chez soi, sans frais supplémentaires.

-**Harmonisation chargeur et câble de raccords**. L'accord trouvé permettra de consacrer à l'automne 2024 l'USB-C comme le seul chargeur pour les smartphones, mais également les tablettes ou encore les appareils photo numériques, les écouteurs, casques, consoles, enceintes, souris, ... Les ordinateurs portables devront également être adaptés aux exigences dans les 40 mois suivant l'entrée en vigueur du texte.

-**protéger l'usage de l'internet**. **Digital services act ; règlement des services numériques**. Protéger l'utilisateur de contenus illicites et dangereux en ligne.

-**Réguler les grandes plateformes numériques**, les grandes sociétés numériques : DSA ; DMA (législation sur les marchés numériques) ; éviter les abus de position dominante.

-IA act adopté en décembre 2023, **régulation de l'IA**, pour qu'elle ne puisse nuire aux droits fondamentaux. Adoption **Protection des données personnelles**.

-**Nécessité de la dimension UE face à ces géants du numérique**. UE : puissance normative.

+ **la santé, la vie professionnelle - Europe qui protège**

-**Santé** : droit d'accéder aux soins de santé publique comme un ressortissant du pays d'accueil ; **carte européenne d'assurance maladie**

- **Améliorer la vie professionnelle des parents et des aidants : accès des femmes au marché du travail** ; partage plus équitable du congé parental ; congé pour les aidants : nouvelles règles en 2019

+ **les échanges humains, spécialement des jeunes**

-**Erasmus, devenu Erasmus +, plus de 14 M. d'Européens en ont bénéficié depuis 1987 ; crédits + 89 % sur période 2021-2027 (28 Mds €) ; étudiants, aide financière et organisationnelle pour séjour dans un autre pays de l'UE, avec cours suivis à l'étranger capitalisables, comptabilisés dans les études ; élargissement à la formation professionnelle, aux apprentis, aux sports.**

2. Un espace soucieux de l'environnement

-**Environnement – changement climatique – lutter contre le changement climatique - vivre dans un environnement sain, protéger la biodiversité.**

L'UE à l'avant-poste de la lutte contre le changement climatique. Dans les accords internationaux sur la réduction des émissions de carbone et l'abaissement des températures mondiales, **conformément à l'accord de Paris.**

Pacte vert, fin des émissions de gaz à effet de serre en 2050 (réduction de 55 % d'ici à 2030 par rapport à 1990), présenté en 2019 par la Commission, un vaste paquet de mesures pour lutter contre le changement climatique.

Normes environnementales parmi les plus strictes au monde, protègent nos habitats naturels, la biodiversité, l'eau potable, les eaux de baignade et la qualité de l'air. Le réseau Natura 2000 de zones naturelles protégées.

Normes toujours plus strictes pour les voitures, rejets CO2 et particules fines ; fin moteur thermique en 2035 ; mesures contre les déchets plastiques ; en juillet 2021, les 10 articles en plastique à usage unique les plus couramment retrouvés sur les plages européennes (cotons-tiges, tiges de ballons, pailles, etc.) interdits.

3. L'Europe, un espace de sécurité

-**L'un des espaces au monde où règne la plus grande paix intérieure, un élément de son attractivité.**

-En même temps qu'ouverture des frontières intérieures, développement d'une politique de sécurité. **La « coopération Schengen », fondée sur coopération policière, judiciaire et douanière toujours plus étroite et sur une base de données, le Système d'informations Schengen, (SIS), qui réunit dix millions d'enregistrements, dont 1,5 millions de signalements de personnes, par exemple recherchées par la justice ou interdites d'entrée sur le territoire européen.**

-L'agence **Europol**, 1000 personnes, appui à plus de 40 000 enquêtes internationales par an. La coopération en matière pénale avec l'agence **Eurojust**, les **équipes communes d'enquête**, le **mandat d'arrêt européen** et la **reconnaissance mutuelle des décisions de justice** dans le domaine pénal. Le **système ECRIS (European Criminal Records Information System)** connecte les bases de données contenant les casiers judiciaires.

-Instruments utilisés dans **lutte contre le terrorisme**.

-**Agence de l'UE pour la cybersécurité**, qui travaille avec Centre européen de lutte contre la cybercriminalité d'Europol.

-**Stratégie de l'UE pour l'Union de la sécurité 2020-2025** (3^{ème} stratégie de sécurité intérieure).

-Aux frontières extérieures, **l'agence Frontex**, première unité européenne dotée d'uniformes, qui doit parvenir à un effectif de 10 000 personnes.

-**Mécanisme européen de sécurité civile**. Feux de forêt. Rapatriements pendant covid.

B. les défis de la transition climatique, de l'immigration et de l'adhésion des citoyens.

1. les défis liés à la vie quotidienne et professionnelle – les défis de l'Europe qui protège

-Reproches répandus d'une **Europe trop normative**, s'intéressant à **des détails**. Souvent mauvaise foi, mais écho dans la population.

-**Frontières existent encore dans beaucoup de domaines**

- **Défi d'une Europe de la santé ; soins faciles** dans toute l'UE avec couverture Sécurité sociale.

-Défi des **droits sociaux**

-Défi d'une véritable **unité bancaire** ;

-Défi des lois concernant **les familles, divorces, gardes enfants**.

2. les défis de la nécessaire transition climatique

-**Contestation du pacte vert**. **Contestation agricole** dans plusieurs pays européens, manifestations ; **élections aux Pays-Bas en 2023**, notamment provinciales, ont vu apparition forte du **Mouvement agriculteur-citoyen** ; manifestations en **Allemagne** contre fin progressive d'un avantage fiscal sur le **gazole agricole** ; protestation contre normes de l'UE.

-**Défi de conjuguer souveraineté alimentaire et ambitions pacte vert**, d'un « système alimentaire équitable, sain et respectueux de l'environnement » et d'une agriculture capable d'assurer la souveraineté alimentaire de l'Europe.

-**Contestations autres : les gilets jaunes** en France, contre **taxe carbone** ; débats vifs en **Allemagne** autour des **systèmes de chauffage** ; débats difficiles sur **biodiversité** au Parlement européen

-**Un retournement face aux sujets environnementaux, sur lequel chevauche l'extrême droite**.

-Défi à relever de l'acceptation sociale des mesures environnementales et de transition climatique, sans remettre en cause la politique nécessaire dans ces domaines. Défi de l'adhésion des citoyens.

3. Le défi de la définition d'une politique migratoire équilibrée

-Le défi migratoire. Crise migratoire de 2015 : accueil de plus de 1,8 M. de personnes, dont majorité fuyant la Syrie en guerre. **Pression migratoire** a diminué, mais **persiste**, près de **380 000 en 2023, + 17 %**. Route Méditerranée central, route des Balkans, route Méditerranée oriental, route routes espagnoles. **Réactions population, montée des extrêmes droites.**

-Méditerranée, tombeau de migrants, dénoncé par pape et ONG. 22 600 personnes mortes en Méditerranée centrale. Respect devoir d'asile. Les humanitaires.

-Besoin de force de travail issu de la migration. Hongrie refuse l'immigration, mais fait venir des « travailleurs invités » d'Asie, Philippines, Corée, Indonésie... Population en âge de travailler en UE devrait baisser de 20 % d'ici 2050 (Le Monde, 11/4/2024, *L'Amérique a besoin de plus de migrants*). **les milieux économiques.**

Rayonnement : 30 chefs d'Etat ou de gouvernement en exercice dans le monde ont fait leurs études supérieures en France ; 65 aux EU, 58 au RU ; soft-power (Le Monde, 21, 22 avril 24, le soft power des étudiants étrangers).

-Divisions des Européens, entre pays, au sein des pays. Désaccord sur partage migrants. Pays refusant la solidarité européenne, répartition des migrants.

27 M. non européens sur 450 M hab. dans UE en 2023, 6% ; aux EU, 22 M sur 333 M. Surtout en Europe Ouest (12M en All, de 5 à 6 M en France, Italie, Espagne)

-Des « murs » aux frontières de l'UE. Frontex. Externalisation des frontières. Accord avec Egypte, après accord avec Tunisie, Turquie (2016).

-Pacte européen sur la migration et l'asile = 10 textes législatifs votés par Parlement en avril 2024.

Défi : maîtriser l'immigration clandestine, en respectant les droits humains et en tenant compte des besoins de l'économie. Obtenir un consensus des Etats et des peuples.

En tout cas, maîtrise passe par l'Europe, comme le montre l'Italie de Giorgia Meloni.

2. Défi d'aller au bout de la coopération Schengen pour l'espace de sécurité

Notamment contre le terrorisme. Nécessité de la confiance entre états et forces de sécurité.

IV. L'Europe acteur de la scène mondiale ; le défi de la souveraineté et de la puissance

A. L'UE acteur reconnu de la scène mondiale

-L'UE sujet important du droit international. Accords commerciaux ou de voisinage avec des Etats, accords avec des organisations internationales. Contribue, parmi les premiers, à **l'aide au développement.**

-**Troisième puissance économique du monde** (PIB en 2022 de 17 000 Mds \$, 16,5 % du PIB mondial, EU 25,2 % 28 000 Mds \$, Chine 17,8 % 19 000 Mds \$), **membre du G20**, qui regroupe les plus grandes économies planétaires, et **participe aux sommets du G7**.

-**Puissance monétaire. L'euro seconde devise mondiale**, 31,6 % des paiements internationaux en 2022, 20,5 % des réserves de change des banques centrales. **BCE acteur puissant**.

-**L'une des trois premières puissances commerciales**, UE en mesure de **négoier d'égal à égal avec les Etats-Unis ou la Chine** et, si besoin, de prendre des **mesures de rétorsion**. Du fait de l'importance du marché unique et de sa compétence exclusive pour les règles de la concurrence, la Commission sait **imposer ses décisions aux firmes multinationales** en matière de **fusion**, et les **sanctionner** (amende 13 Mds€ pour Apple pour aides d'Etat abusives).

-**Puissance normative** au-delà de ses frontières : règlement général de protection des données, Digital markets Act, digital services Act, IA Act...

-L'Europe a pris la tête dans la **construction aéronautique civile** et s'est affirmée comme une **puissance spatiale** ; programmes *Galileo, Copernicus, Ariane*.

-**Politique étrangère et de sécurité commune (PESC). Service européen pour l'action extérieure**, dirigé par un Haut représentant pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, Josep Borrel. **150 délégations dans le monde. Politique de sécurité et de défense commune**, bras armé de la PESC.

-**Montée en puissance dans crises récentes** : **Covid**, fabrication des vaccins ; **emprunt commun** de 750 Mds € ; **Ukraine**, un acteur majeur dans sanctions, aide à l'Ukraine, livraisons d'armes.

B. Le défi de la souveraineté appuyée sur la puissance

-**Faire face aux Etats continents** : la Russie 17 millions de km², les Etats-Unis et la Chine 9 millions, le Brésil 8 millions et Europe 4 millions. A cette aune, nos nations se comparent à des confettis. **Défis ne peuvent être relevés par nos nations seules**.

-**UE ne bénéficie toutefois pas de la reconnaissance** accordée aux Etats-Unis, à la Chine ou à la Russie, car pas un **Etat souverain**. **Dans ONU, observateur**.

-**Dans crises, difficulté à définir une position**, les **Etats** membres ne s'accordant pas. Exemple Israël, Gaza. Ont leur **propre politique extérieure**, parfois à dimension mondiale, comme France, Allemagne ou Espagne.

-**Militairement, opérations dites de « bas de spectre »** et non véritables actions de force

-**En interne, UE dispose d'éléments de souveraineté, éléments fédéraux** : pas de durée limitée, institutions pour fonctions exécutive, législative (PE élu au SU), judiciaire. **Corps de droit** qui s'applique dans les Etats membres ; **primauté du droit européen, effet direct**, affirmées par Cour de justice de l'UE. **Politiques communes** : politique commerciale, règles de la concurrence ; BCE pour zone Euro.

-**Mais souveraineté des Etats demeure. Brexit. Monopole de la violence légitime** : force publique ; **armées** relèvent de la souveraineté nationale. Politique de sécurité et de défense

commune n'a pas modifié cette situation ; **domaine intergouvernemental** où les décisions prises à l'unanimité des Etats, comme pour fiscalité.

Selon la définition du juriste et philosophe Carl Schmitt, la souveraineté tient dans la **capacité à décider l'état d'exception**.

En résumé, si les Etats membres ont accepté au bénéfice de l'Union une limitation de leurs compétences et donc de leur souveraineté, ils demeurent cependant fondamentalement souverains. De façon générale, le rôle des Etats, spécialement du couple formé par la France et l'Allemagne, est incontournable et décisif dans l'évolution de l'Europe. Structure unique dans histoire du monde qui mêle éléments fédéraux et intergouvernementaux, avec des Etats souverains.

-Discours Macron de la Sorbonne, septembre 2017, Pour une Europe souveraine, unie, démocratique ; discours Scholz de Prague université Charles, août 2022, pour une Europe souveraine. Souveraineté face au Monde, aux Etats continents. Capacité de l'Europe à tenir sa place dans le Monde et défendre ses valeurs.

-Défi de la puissance militaire

-Défi de l'autonomie stratégique pour son industrie, face à Chine, Etats-Unis. Protéger ses industries, pas seulement libre-échange.

Face à Chine, enquêtes sur automobiles, panneaux solaires. Face à EU, Inflation Reduction Act (IRA) du plan Biden en janvier 2023. Décrochage par rapport aux EU.

-protectionnisme écologique, taxe carbone aux frontières (grands intrants industriels, fer, acier, ciment, aluminium, engrais, électricité), **clauses miroir** dans accord de libre-échange. ; protectionnisme.

-Nouvelle stratégie industrielle de l'UE (mars 23) – réduire les dépendances, viser autonomie stratégique

Quatre domaines prioritaires : la microélectronique, les batteries, l'hydrogène et le *cloud*. **Alliances industrielles** : batteries, semi-conducteurs ; projets **importants d'intérêt européen commun** (PIIEC) renforcer la politique industrielle tout en préservant la concurrence sur le marché unique.

Sur énergies renouvelables, dont technologie pas mature – hydrogène – soutien États sans limite. Sur équipements stratégiques nécessaires à la neutralité carbone dont déficit de production problématique, États peuvent aligner subventions aux entreprises au niveau promis par des États extérieurs à l'Union, en premier lieu celles des États-Unis.

-Conjuguer projet écologique et autonomie stratégique pour industrie. L'industrie, point aveugle du projet écologique européen ?

-Conseil européen a appelé en avril 2024 la future Commission de proposer le Pacte pour la compétitivité. Nécessité d'une Union des Marchés de capitaux (UMC). D'ici 2030, selon Commission, transitions écologique et numérique exigent 650 Mds €/an. Utiliser une partie des 35 000Mds € de l'épargne des Européens. Désaccord sur un nouvel emprunt européen entre Allemagne, PB, Nordiques et Fr, It, Esp, Port, Bel. (rapport Enrico Letta sur marché intérieur d'avril 24 propose « Union de l'épargne et de l'investissement »).

-Conjuguer protection des droits humains et autonomie stratégique. Directive sur devoir de vigilance des grandes entreprises en matière de durabilité, sur droits de l'être humain (travail des enfants, exploitation des travailleurs) et sur le respect de l'environnement (pollution, biodiversité, déforestation...); accord PE et Etats membres en mars 2024. **Risque pour la compétitivité selon MEDEF ?**

-Défi de la recherche et de la puissance dans les secteurs de pointe. UE manque de géants numériques. Nouvelle donne avec l'IA. Informatique quantique. **Programme Horizon de recherche**, 96 Mds €, réintégré discrètement par RU en déc. 23.

-Défi de la souveraineté alimentaire ;

-Défi pour l'UE de s'imposer telle qu'elle est et telle qu'elle est en devenir comme puissance. Elle l'est déjà en partie : commerce, PIB, monnaie, aide au développement, mais manque puissance militaire et force diplomatique.

L'Europe le peut si elle le veut.

CONCLUSION – le défi fondamental : la confiance des citoyens européens

Défis ne restent pas figés. Se renouvellent. Au regard notamment des **crises**, qui ont fait avancer l'Europe. Si pas surmontées, elles peuvent la faire mourir.

Europe aventure en cours, pas terminée. L'une des plus belles de l'histoire de l'humanité. **Ligne de crête entre idéal** de l'unité, la démocratie, la prospérité, **et intérêts des vieilles nations** enracinées dans l'histoire qui la composent. **Compromis.**

Eurobaromètre décembre 2023 : sept citoyens de l'UE sur dix (70 %) estiment que l'Union européenne est un havre de stabilité dans un monde en crise ; **plus de six citoyens sur dix (61 %) sont optimistes quant à l'avenir** de l'UE ; le niveau de **confiance** dans l'UE stable, à **47 %**, de 39 % pour les parlements nationaux et de 36 % pour les gouvernements nationaux. **44 % des Européens ont une image positive de l'UE**, tandis que **38 % d'entre eux en ont une image neutre** et 18 % une image négative. **Soutien à la monnaie unique** dans la zone euro (**79 %**), dans l'ensemble de l'UE (71 %).

Enquête Institut Bona fide France, Allemagne, Espagne, Italie, janvier 24, Lutte contre **inflation** 39 %, lutte contre **réchauffement** 34%, lutte contre **immigration** 23 %, amélioration accès à **santé**, 22 %, lutte contre chômage 16 %, renforcement frontières UE 13 %, protectionnisme économique UE face à concurrence Chine et autres 12 %, renforcement poids politique et militaire UE dans monde 10 %.

Débats politiques tournent non autour de sortie de l'UE ou de l'Euro, mais des politiques de l'Europe, Ukraine, immigration, protectionnisme...

Le défi fondamental pour l'Europe est de garder la confiance des citoyens européens dans la poursuite de l'aventure.